



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.274/4
du 24 juin 2019

advies 66.274/4
van 24 juni 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
réglementation de
l'immatriculation des plaques
commerciales et des plaques
nationales pour véhicules à
moteur et remorques'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot regeling van de
inschrijving van de
commerciële platen en de
nationale platen voor
motorvoertuigen en
aanhangwagens'

Le 27 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales et des plaques nationales pour véhicules à moteur et remorques'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 juin 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juin 2019.

*

Op 27 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen en de nationale platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 juni 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juni 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Le projet examiné impliquant des traitements de données à caractère personnel, l'avis de l'Autorité de protection des données doit être recueilli.

Il ne ressort d'aucune pièce du dossier joint à la demande d'avis que cette formalité aurait été accomplie. Il y sera veillé.

2. L'accord du Ministre du Budget sur le projet est visé au préambule. Il ne figure toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

L'accomplissement de cette formalité préalable sera vérifié.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet examiné vise à remplacer l'arrêté royal du 8 janvier 1996 'portant réglementation de l'immatriculation des marques d'immatriculation commerciales pour véhicules à moteur et remorques'. Tout comme ce dernier, il est conçu, par rapport à la réglementation générale en matière d'immatriculation des véhicules, contenue dans l'arrêté royal du 20 juillet 2001 'relatif à l'immatriculation de véhicules', comme une réglementation distincte et dérogatoire.

À l'instar de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ¹, l'article 3 du projet dispose à cet égard :

« Par dérogation à l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules, les véhicules à moteur et les remorques sont admis à circuler sur la voie publique sous le couvert d'une 'plaque essai', d'une 'plaque marchand', d'une plaque 'professionnelle' ou d'une 'plaque nationale' pour autant que les conditions fixées par le présent arrêté soient respectées ».

Le projet ne comporte cependant pas de disposition similaire à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, qui dispose :

« Le 'répertoire matricule' créé par l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules, est complété par un répertoire annexe, intitulé 'répertoire matricule des marques d'immatriculation commerciales' pour véhicules à moteur et remorques ».

Cet oubli doit être réparé : la liaison ainsi créée entre le répertoire matricule et le répertoire matricule des marques d'immatriculation commerciales permet, en effet, l'intégration de ce dernier dans la Banque-carrefour des véhicules, l'article 8 de la loi du 19 mai 2010 'portant création de la Banque-carrefour des véhicules' disposant :

« La Banque-Carrefour tient à jour le répertoire matricule des véhicules prévu aux articles 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ».

Or, cette intégration est nécessaire tant pour assurer l'exécution de la loi du 19 mai 2010, pour laquelle les données d'immatriculation des véhicules concernent tant le régime d'immatriculation prévu par l'arrêté royal du 20 juillet 2001 que celui prévu par l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ² que pour assurer le respect du principe de légalité consacré par l'article 22 de la Constitution, en matière de traitement de données à caractère personnel.

Le projet examiné doit être complété sur ce point. Cependant, il serait aussi possible de choisir de modifier l'arrêté royal du 8 janvier 1996 plutôt que de l'abroger totalement, ce qui permettrait également de ne pas devoir actualiser les références actuellement faites à ce dernier tant dans la loi du 19 mai 2010 que dans l'arrêté royal du 20 juillet 2001.

¹ Voir également l'article 2, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, qui en constitue le pendant.

² Voir l'article 2, 3°, 4° et 5°, de la loi du 19 mai 2010.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, consacré au visa de l'article 1^{er} de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968, la référence à la loi du 20 juillet 1991 sera remplacée par une référence à la loi du 28 avril 2010.
2. L'alinéa 2, consacré au visa de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 'portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques' sera omis, cet arrêté ayant été abrogé par l'arrêté royal du 20 juillet 2001.

DISPOSITIF

Article 4

L'alinéa 4 est redondant par rapport à la première phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 9.

Cet alinéa 4 sera omis.

Article 6

À l'alinéa 2, il y a lieu de vérifier si la dérogation prévue ne doit pas être étendue à la catégorie visée à l'article 5, 2°, du projet (centres de recherches d'institutions d'enseignement supérieur organisées, reconnues ou subventionnées par les pouvoirs publics).

Article 7

L'alinéa 2 sera revu afin d'y tenir également compte des catégories visées aux points 2° à 4° de l'article 5.

Article 14

À l'alinéa 4, dans la version néerlandaise, le mot « proefrit » est inexact, la disposition étant relative aux immatriculations « marchand » et non aux immatriculations « essai ».

Il y a donc lieu de remplacer le mot « proefrit » par le mot « handelaar », à l'instar de la version française qui mentionne « l'immatriculation 'marchand' ».

Article 17

À l'alinéa 3, la version néerlandaise utilise les mots « goedgekeurd voertuig » alors que la version française recourt à deux expressions différentes, à savoir « véhicule homologué » et « véhicule agréé ».

Il y a lieu de veiller à la cohérence de la terminologie utilisée dans la version française.

Article 19

Il convient de vérifier si, dans la version française de l'alinéa 2, la notion de « conduite des opérations » ne doit pas être préférée à celle de « direction des opérations », qui est plus restrictive.

Article 31

La version française de la deuxième phrase de l'article 31, alinéa 3, gagnerait à correspondre à la version néerlandaise de la même phrase. Elle sera revue.

Annexe 3

À l'annexe 3 du projet, les mots : « démonstration du véhicule, conformément l'alinéa 4 de l'article 17 » doivent être remplacés par les mots « démonstration du véhicule, conformément à l'alinéa 3 de l'article 17 ».

SIGNATURES

Le projet est proposé par le Ministre des Finances et par le Ministre de la Mobilité, qui sont tous deux chargés de son exécution.

Il convient dès lors que l'arrêté et ses annexes soient signés par ces deux ministres, et non uniquement par le Ministre de la Mobilité³.

*

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n° 166 et 172, e).

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Aangezien het voorliggende ontwerp impliceert dat persoonsgegevens verwerkt worden, moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit ingewonnen worden.

Uit geen enkel stuk van het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, blijkt dat dit vormvereiste vervuld zou zijn. Er moet op toegezien worden dat het vervuld wordt.

2. In de aanhef wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de minister van Begroting. Die is echter niet terug te vinden in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is.

Er moet worden nagegaan of aan dit voorafgaande vormvereiste voldaan is.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp strekt tot vervanging van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 ‘tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen en de nationale platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens’. Net zoals dat koninklijk besluit is het ontwerp, in vergelijking met de algemene regeling inzake de inschrijving van voertuigen vervat in het koninklijk besluit van 20 juli 2001 ‘betreffende de inschrijving van voertuigen’, opgevat als een onderscheiden en afwijkende regeling.

Naar het voorbeeld van artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996,¹ bepaalt artikel 3 van het ontwerp in dat verband:

“In afwijking van artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, mogen motorvoertuigen en aanhangwagens op de openbare weg rijden onder dekking van een ‘proefrittenplaat’, van een ‘handelaarsplaat’, van een ‘beroepsplaat’ of van een ‘nationale plaat’ in zoverre aan de voorwaarden van dit besluit is voldaan.”

Het ontwerp bevat daarentegen geen bepaling die vergelijkbaar is met artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, dat bepaalt:

“Het ‘repertorium’ ingesteld door artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, wordt aangevuld met een bijkomend repertorium genaamd ‘repertorium van de commerciële kentekenplaten’ voor motorvoertuigen en aanhangwagens.”

Deze lacune moet weggewerkt worden: door het verband dat aldus gecreëerd wordt tussen het repertorium van voertuigen en het repertorium van de commerciële kentekenplaten kan dat laatste immers opgenomen worden in de Kruispuntbank van de voertuigen, aangezien artikel 8 van de wet van 19 mei 2010 ‘houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen’ bepaalt:

“De Kruispuntbank houdt het repertorium van de voertuigen bij zoals bepaald in de artikelen 6, 7, 8 en 9 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.”

Het opnemen van dat repertorium is echter nodig zowel voor de uitvoering van de wet van 9 mei 2010, luidens welke de inschrijvingsgegevens van de voertuigen zowel betrekking hebben op het inschrijvingsregeling waarin voorzien is bij het koninklijk besluit van 20 juli 2001 als op die waarin voorzien is bij het koninklijk besluit van 8 januari 1996,² als voor de inachtneming van het in artikel 22 van de Grondwet vervatte legaliteitsbeginsel, inzake de verwerking van persoonsgegevens.

¹ Zie eveneens artikel 2, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001, dat de tegenhanger ervan is.

² Zie artikel 2, 3°, 4° en 5°, van de wet van 19 mei 2010.

Het voorliggende ontwerp moet op dat punt aangevuld worden. Een andere mogelijkheid bestaat er evenwel in om het koninklijk besluit van 8 januari 1996 te wijzingen in plaats van het volledig op te heffen, waardoor tegelijk de huidige verwijzingen naar dat laatste in zowel de wet van 19 mei 2010 als in het koninklijk besluit van 20 juli 2001 niet geüpdatet zouden hoeven te worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid, waarin verwezen wordt naar artikel 1 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968, moet de verwijzing naar de wet van 20 juli 1991 vervangen worden door een verwijzing naar de wet van 28 april 2010.

2. Het tweede lid, waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 31 december 1953 ‘houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen en aanhangwagens’, moet weggelaten worden, aangezien dat besluit opgeheven is bij het koninklijk besluit van 20 juli 2001.

DISPOSITIEF

Artikel 4

Het vierde lid is een herhaling van de eerste zin van het eerste lid van artikel 9.

Dat vierde lid moet weggelaten worden.

Artikel 6

Er dient nagegaan te worden of de afwijking waarin voorzien wordt in het tweede lid niet uitgebreid behoort te worden naar de in artikel 5, 2°, van het ontwerp beoogde categorie (onderzoekscentra van instellingen voor hoger onderwijs georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de overheid).

Artikel 7

Het tweede lid moet aldus herzien worden dat daarin eveneens rekening wordt gehouden met de categorieën die vermeld worden in punt 2° tot 4° van artikel 5.

Artikel 14

In de Nederlandse tekst van het vierde lid is het woord “proefrit” onjuist, aangezien de bepaling betrekking heeft op de “handelaarsplaten” en niet op de “proefritplaten”.

Het woord “proefrit” dient bijgevolg vervangen te worden door het woord “handelaar”, naar het voorbeeld van de Franse tekst waarin sprake is van “l’immatriculation ‘marchand’”.

Artikel 17

In de Nederlandse tekst van het derde lid worden de woorden “goedgekeurd voertuig” gebruikt, terwijl in de Franse tekst twee verschillende uitdrukkingen gebruikt worden, namelijk “véhicule homologué” en “véhicule agréé”.

Er dient voor gezorgd te worden dat de terminologie overeenstemt met die welke in de Franse tekst gebruikt wordt.

Artikel 19

Er dient nagegaan te worden of in de Franse tekst van het tweede lid het begrip “conduite des opérations” niet te verkiezen is boven het begrip “direction des opérations”, dat limitatiever is.

Artikel 31

Het verdient aanbeveling de Franse tekst van de tweede zin van artikel 31, derde lid, af te stemmen op de Nederlandse tekst van dezelfde zin. De Franse tekst moet herzien worden.

Bijlage 3

In bijlage 3 bij het ontwerp moeten de woorden “demonstratie van het voertuig, overeenkomstig lid 4 van artikel 17” vervangen worden door de woorden “demonstratie van het voertuig, overeenkomstig lid 3 van artikel 17”.

HANDTEKENINGEN

Het ontwerp wordt voorgedragen door de minister van Financiën en door de minister van Mobiliteit, die beiden belast zijn met de uitvoering ervan.

Bijgevolg dienen het besluit en de erbij behorende bijlagen ondertekend te worden door beide ministers en niet enkel door de minister van Mobiliteit.³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 166 en 172, e).